

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 10 juin 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**83 2015.RRGR.304 Motion 085-2015 Knutti (Weissenburg, UDC)
Régions sans conférence régionale: pas d'inégalité de traitement
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 085-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.03.2015
Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole)
Freudiger (Langenthal, UDC)
Berger (Aeschi, UDC)
von Känel (Lenk i.S., UDC)
Gschwend-Pieren (Lyssach, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 19.03.2015
N° d'ACE: 539/2015 du 6 mai 2015
Direction: JCE

Régions sans conférence régionale: pas d'inégalité de traitement

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. adapter l'ordonnance sur le financement de l'aménagement (OFA) de telle sorte que toutes les régions bénéficient des mêmes conditions générales ;
2. permettre la création de conférences régionales ou de syndicats de communes même dans les petits périmètres.

Développement :

Le 13 juin 2010, la création de la conférence régionale de Thoue-Oberland a échoué en votation populaire faute de la majorité nécessaire des communes de la région de Thoue Oberland-Ouest. L'organisation d'une nouvelle votation populaire à ce sujet est à notre avis impensable et ne serait pas non plus utile, la décision du 13 juin 2010 ayant été prise démocratiquement.

Les conférences régionales affaiblissent l'autonomie communale et les droits de participation de la population. Sans conférence régionale, les communes peuvent plus facilement et plus rapidement négocier des accords entre elles.

Dans le système actuel des conférences régionales, les régions sans conférence ne bénéficient pas de la subvention par tête d'habitant. L'espace de développement de Thoue perd ainsi une subvention cantonale de quelque 60 à 70 000 francs. C'est à notre sens une discrimination incompréhensible. Toutes les régions du canton de Berne, avec ou sans conférence régionale, doivent bénéficier des mêmes conditions.

La mise en place d'une conférence régionale dans le périmètre des arrondissements administratifs de Thoue, de Frutigen-Bas-Simmental et du Haut-Simmental-Pays de Gessenay reviendrait à couvrir un espace beaucoup trop grand. Dans un périmètre qui inclut des régions urbaines et des régions rurales, les intérêts sont très différents et une conférence qui réunirait 55 communes ne pourrait totalement les sauvegarder. Afin que le travail administratif et les processus puissent rester aussi minimes que possible, il serait utile que la création d'une conférence régionale ou d'un syndicat de communes soit possible dans un périmètre plus petit.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce

qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Point 1

Le canton alloue des subventions aux régions d'aménagement (associations) et aux conférences régionales (collectivités de droit public) sous la forme de subventions d'exploitation d'une part et de contributions à des projets d'aménagement et à d'autres mesures destinées à l'aménagement du territoire d'autre part. L'article 139, alinéa 1, lettres *a* et *b* de la loi sur les constructions (LC) constitue la base légale formelle régissant l'octroi des subventions cantonales en faveur des régions d'aménagement. Dans le cas des conférences régionales, l'article 155, alinéa 3 de la loi sur les communes (LCo) prévoit en outre que le canton accorde à ces collectivités des subventions appropriées sous forme de subventions de base complétées par des subventions par habitant pour leurs frais administratifs.

Les dispositions légales mentionnées sont précisées dans l'ordonnance sur le financement de l'aménagement (OFA), qui régit l'octroi de subventions à l'exploitation d'une part et à des projets d'autre part. Si les subventions aux projets sont versées de la même manière aux régions d'aménagement et aux conférences régionales (et sont de la même importance), le montant des subventions à l'exploitation, lui, diffère. Les secrétariats des régions d'aménagement reçoivent ainsi, en fonction du nombre de communes qui leur sont rattachées, un montant annuel variant entre 5000 et 20 000 francs (art. 6 OFA). Les conférences régionales, quant à elles, ont droit à une subvention de base annuelle (fixée par le Conseil-exécutif) de 8000 à 25 000 francs ainsi qu'à une subvention par habitant qui va de 55 centimes à un franc (art. 6a OFA). Actuellement, les trois conférences régionales reçoivent des subventions annuelles à l'exploitation de quelque 38 200 francs (Oberland oriental), 64 500 francs (Emmental) et 234 500 francs (Berne – Mittelland).

Il est légitime de privilégier les conférences régionales par rapport aux régions d'aménagement. En effet, contrairement aux régions d'aménagement, les conférences régionales assument, en plus des tâches qui leur incombent dans le domaine de l'aménagement du territoire, d'autres tâches obligatoires prévues par la législation en matière de gestion des transports en général, d'encouragement des activités culturelles à l'échelle régionale, de conseils énergétiques et de politique régionale, ce qui implique des coûts administratifs (coûts indirects) plus élevés et justifie le versement d'indemnités cantonales plus importantes. En tant que collectivités de droit public dotées de par la loi d'une compétence décisionnelle à caractère contraignant, les conférences régionales qui, à leur introduction, se substituent aux régions d'aménagement et régions de montagne, aux conférences régionales des transports et aux syndicats de communes pour l'encouragement des activités culturelles reprennent les tâches de ces entités, bénéficient des mêmes droits et ont les mêmes obligations. Il s'ensuit une simplification considérable de la coopération des communes à l'échelle régionale et une alliance des forces. La disposition en vigueur de la loi sur les communes a été adoptée à une large majorité lors de la votation cantonale du 17 juin 2006 dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie en faveur des agglomérations et de la coopération régionale (SACR), en même temps que la base constitutionnelle qui permettait d'introduire les conférences régionales (art. 110a ConstC). Elle jouit donc d'une véritable légitimité démocratique et traduit la volonté du législateur de favoriser et d'encourager l'introduction de conférences régionales sous la forme de collectivités de droit public particulières en vue de la coopération à l'échelle régionale sur une base contraignante.

Point 2

Les périmètres des conférences régionales fixés actuellement se fondent sur ceux des conférences régionales des transports. En effet, ceux-ci ont fait leurs preuves en matière d'harmonisation à grande échelle de la planification des transports avec l'aménagement du territoire (une tâche essentielle des conférences régionales). En outre, le législateur a voulu que ces périmètres coïncident avec les régions administratives ou les arrondissements administratifs. La détermination des périmètres correspond à la solution consensuelle née du large débat politique qui avait été mené avant la votation populaire cantonale, déjà mentionnée, sur les bases constitutionnelles et légales nécessaires à l'introduction de conférences régionales (projet de mise en œuvre de la SACR). Les périmètres des conférences régionales sont précisés dans l'ordonnance sur les conférences régionales¹.

Il convient de créer des syndicats de communes pour accomplir les tâches liées à la promotion régionale des activités culturelles lorsqu'il n'existe aucune conférence régionale dans le périmètre concerné. En principe, le périmètre d'un tel syndicat de communes coïncide avec celui qui a été

¹ Ordonnance du 24 octobre 2007 sur les conférences régionales (OCR; RSB 170.211)
CONVERT_6fa44b2fe8774e0ea867c1140312bd77 30.06.2015

défini pour la conférence régionale. Le Conseil-exécutif peut cependant diviser une région en sous-régions pour la promotion régionale de la culture, d'où de plus petits périmètres pour les syndicats de communes².

La question de la taille et du périmètre de la conférence régionale est à l'ordre du jour du Conseil-exécutif. Elle se pose en effet dans la région de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois (BBSJB). Le groupe de travail institué suite au postulat Matti (P 087/2012) sous la direction de l'ancien conseiller d'Etat Mario Annoni a rendu le 30 mars 2015 son rapport final, qui contient également des propositions au sujet de la question du périmètre dans la région de BBSJB. Par ailleurs, les responsables de l'espace de développement de Thoun ont demandé au Conseil-exécutif, dans une lettre du 3 mars 2015, d'examiner la détermination d'un périmètre pour cet espace ou pour l'arrondissement administratif de Thoun. En toute logique, le reste de la région administrative de Thoun – Oberland occidental serait également concerné par la délimitation de nouveaux périmètres.

Le Conseil-exécutif fera part de sa position de principe sur la question des périmètres et, partant, sur la taille des conférences régionales (et des syndicats de communes pour la promotion régionale de la culture) pour les deux régions dans une décision coordonnée.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: adoption sous forme de postulat

Le président. Nun ist bald halb vier Uhr. Wir haben noch eine Stunde Zeit, und nun diskutieren wir die Motion Knutti. Wir haben hier eine freie Debatte beschlossen. Wir hoffen, dass wir heute noch beide verbleibenden Geschäfte abschliessen können. So oder so werden wir sicher morgen nicht mehr kommen. Wenn wir kooperiert diszipliniert sind und nicht allzu lange debattieren, dann sollten wir eigentlich beide Geschäfte erledigen können. Ich bin positiv eingestellt, darum gebe ich gleich Herrn Knutti das Wort. Der Regierungsrat lehnt diese Richtlinienmotion «Keine Ungleichbehandlung von Regionen ohne Regionalkonferenz» in Ziffer 1 ab und möchte Ziffer 2 als Postulat annehmen. Der Motionär Herr Knutti hat das Wort.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Über die Einführung von Regionalkonferenzen wird ja in unserem schönen Kanton Bern sehr viel diskutiert. Ihre Notwendigkeit wird aber ganz unterschiedlich bewertet. Aus meiner Sicht gibt es drei Gruppen von Haltungen zum Thema Regionalkonferenz. Die erste Gruppe sagt, die Bevölkerung habe der Umsetzungsvorlage SARZ zugestimmt und die Regionen müssen eine Regionalkonferenz einführen. Man kann durchaus dieser Meinung sein, doch sie ist meines Erachtens nicht ganz durchdacht. Die zweite Gruppe sagt, bei uns gehe sehr viel Geld verloren und man müsse dringend eine Regionalkonferenz einführen. Auch diese Meinung kann man haben, und auch sie ist meines Erachtens nicht ganz zu Ende gedacht. Die dritte Gruppe, zu der auch ich gehöre, ist der Meinung, dass vor allem Sinn und Zweck einer Regionalkonferenz betrachtet werden muss, und wie wir alle wissen, entstanden negative Entwicklungen in den kleinen Gemeinden, die grossen Gebiete zugeteilt wurden. Diese Probleme gilt es jetzt zu bereinigen, und in diesem Sinne bin ich der Regierung auch dankbar, dass ein gewisses Entgegenkommen besteht. Die Arbeitsgruppe Annoni hat ebenfalls gemerkt, dass die Einführung einer Regionalkonferenz Biel/Bienne-Seeland-Jura-bernois in der vorgesehenen Grösse bei einer Volksabstimmung chancenlos sein wird.

Die unbefriedigenden Lösungen in den Regionen haben uns Motionäre dazu bewegt, diesen Vorstoss hier einzubringen. Wir sind der Ansicht, dass Regionen, die kein solches Konstrukt wollen oder brauchen, und in denen dies von den Gemeinden abgelehnt wurde, jetzt nicht einfach finanziell vernachlässigt werden dürfen. Nur weil die Bevölkerung etwas nicht will, darf man die Gemeinden nicht benachteiligen.

Wir sagen nicht wie, aber wir möchten einfach eine Gleichbehandlung hinsichtlich der Rahmenbedingungen und somit eine Anpassung der Planungsfinanzierungsverordnung. In der Motionsantwort wird auf die zusätzlichen obligatorischen Aufgaben verwiesen, die eine Regionalkonferenz übernehmen muss. Das wird allerdings zum Teil auch in den Planungsregionen

² Cf. article 26 de la loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11).
CONVERT_6fa44b2fe8774e0ea867c1140312bd77 30.06.2015

gemacht. Deshalb darf es keine Ungleichbehandlung geben. «Regionalkonferenzen sind nicht der Raum, um Probleme zu lösen. Um die Zersiedelung zu stoppen, müssen die Gemeinden gestärkt werden.» Diese Worte des ehemaligen Direktors des Schweizerischen Gemeindeverbands, Ulrich König, waren für mich sehr eindrücklich. «Die Gemeinden sind mit ihrer Demokratie, ihren Schulen, Bauten, Einwohnerdiensten unverzichtbar für die öffentliche Aufgabenerfüllung für die Bevölkerung. Leider ist die gemeindliche Selbstständigkeit einem schleichenden Erosionsprozess ausgesetzt.» Diese Aussagen habe ich einer Studie zum Thema Gemeindeautonomie der Universität St. Gallen entnommen. «Die Eidgenossenschaft besteht aus Bund, Kantonen und Gemeinden. Die Bundesverfassung garantiert die Gemeindeautonomie.» Das sind weitere Ergebnisse dieser Studie. Die Schweiz wurde von unten nach oben geschaffen. Der aktuelle Trend mit der Einführung von Regionalkonferenzen geht leider in die gegenteilige Richtung, und die Gemeindeautonomie wird geschwächt. In meiner Region wurde die Regionalkonferenz mangels notwendigem Mehr der Gemeinden abgelehnt. Dies geschah, weil der grosse Perimeter mit 55 Gemeinden schlicht undenkbar ist, und auch, weil sich die Stimmenmehrheit mit rund 70 von 109 Stimmen in der Agglomeration Thun befindet. Wie auch immer die Meinung über solche kostentreibenden Konstrukte ist, im Kanton Bern mit seiner vielfältigen Struktur von Land- und Stadtgemeinden sind Regionalkonferenzen nicht geeignet.

Ich werde wohl nicht ganz fertig mit meinem Votum. Mein Vorschlag ist, beide Punkte als Postulat zu überweisen. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie das unterstützen würden.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden. Für die EVP hat Grossrat Messerli das Wort.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die Ablehnung der Regionalkonferenzen in den Perimetern Oberland-West und Oberaargau an der Urne, wie auch die Widerstände der Gemeinden im Seeland und im Berner Jura gegen die Einführung einer grossen Regionalkonferenz zeigen, dass das Modell nicht überall auf Gegenliebe stösst. Im Kanton Bern droht ein Flickenteppich von Regionalkonferenzen, Planungsregionen und Gemeindeverbänden. Mit der Annahme der Planungserklärung zu den Regierungsrichtlinien hat der Grosse Rat im Januar den Regierungsrat verbindlich beauftragt zu prüfen, wie es mit der regionalen Zusammenarbeit im Kanton Bern weitergehen soll und dazu auch konkrete Optionen aufzuzeigen. Die vorliegende Motion greift somit in einen laufenden Prozess ein.

In Punkt 1 verlangen die Motionäre, dass die Planungsfinanzierungsverordnung so anzupassen sei, dass alle Regionen gleiche Rahmenbedingungen haben. Sie empfinden es als Benachteiligung, dass Regionen ohne Regionalkonferenz im heutigen System keinen Pro-Kopf-Beitrag erhalten. Die EVP lehnt dieses Anliegen auch in Form eines Postulats ab. Die Privilegierung der Regionalkonferenzen gegenüber den Planungsregionen ist aus Sicht der EVP gerechtfertigt. Zum einen erfüllen die Regionalkonferenzen zusätzlich zur Raumplanung weitere wichtige obligatorische Aufgaben in den Bereichen Gesamtverkehrsentwicklung, regionale Kulturförderung, Energieberatung und in der Regionalpolitik. Zum ändern soll diese Entschädigung auch ein Anreiz zur Bildung von Regionalkonferenzen sein. Den Fünfer und das Weggli soll es nicht geben. Anders als die Motionäre sind wir der Überzeugung, dass die Schaffung von Regionalkonferenzen eine sinnvolle Struktur ist, welche die regionale Zusammenarbeit vereinfachen, besser institutionalisieren, Kräfte bündeln und auch die Mitwirkungsmöglichkeiten der Bevölkerung mit Initiative und Referendumsrecht verbessern. Es ist zwar richtig, dass die Gemeindeautonomie eingeschränkt wird. Dafür wird aber die betreffende Region als Ganzes gestärkt. Ihre Bereiche wie Raumplanung, Verkehrsentwicklung und Kultur lassen sich am effizientesten und stufengerecht auf der Ebene von Regionen lösen, statt dass jede Gemeinde vor sich hin wurstelt und dann vielleicht der Kanton eingreifen muss.

Zu Punkt 2: Wir sind mit der Regierung einig, dass der Perimeter einer Regionalkonferenz sinnvollerweise deckungsgleich mit dem Perimeter der regionalen Verkehrskonferenzen sein soll. Die Abstimmung der Verkehrsplanung ist ja eine der Hauptaufgaben der Regionalkonferenzen. Aufgrund der bestehenden Widerstände ist es aber sicher sinnvoll, wenn die heutigen Perimeter für die Regionalkonferenzen überprüft werden. Die Regierung arbeitet ja bereits daran. Die EVP unterstützt selbstverständlich diesen Prozess und hofft, dass gerade durch eine Veränderung, beziehungsweise eine Verkleinerung der Perimeter, auch Akzeptanz und Erfolgsaussichten für die Schaffung zusätzlicher Regionalkonferenzen in unserem Kanton verbessert werden können. Die EVP unterstützt Punkt 2 als Postulat.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Die Grundlage dieses Vorstosses bildet das Scheitern der Abstimmung vom 13. Juni 2010, als das Stimmvolk der Regionalkonferenz Thun Oberland-West mit Perimeter Thun, Frutigen, Niedersimmental und Obersimmental eine Abfuhr erteilte. Die Mehrheit der Stimmbürger hat zwar zugestimmt, doch die Mehrheit der Gemeinden hat abgelehnt. Im Verwaltungskreis Thun hat sogar die Mehrheit der Gemeinden zugestimmt, ebenso die Gemeinden Spiez, Krattigen und Lauenen. Dann wurde die Regionalkonferenz Oberland-Ost gebildet und die andern Regionen im Oberland wurden nach dieser Abstimmung in die Verwaltungskreise Thun, Frutigen-Niedersimmental, und Obersimmental-Saanen eingeteilt, die sich mit den Planungsregionen nur teilweise decken. Die Abstimmungs-Neinsager waren damals mehrheitlich in den ländlichen Regionen angesiedelt, und aus SVP-Kreisen war die Bildung dieser Regionalkonferenz massiv bekämpft worden. Obwohl bei dieser Abstimmung bekannt war, dass die finanziellen Beiträge an Regionalkonferenzen die zukünftige Herausforderung in den Gebieten ohne Regionalkonferenz sein werden, hat man das neue Gefäss, wie erwähnt, heftig kritisiert. Es sei zu gross, zu ineffizient, zu weit weg vom Bürger, und Thun gehöre sowieso nicht zum Oberland. Die im Vorstoss erwähnte Benachteiligung war vor der Abstimmung bekannt; nämlich dass, je nach ihrer Grösse, die Regionalkonferenzen einen Betriebsbeitrag von 8 000–25 000 Franken erhalten sollen und die Planungsregionen nur 5 000–20 000 Franken erhalten. Diese Privilegierung war damals bekannt, wenn auch nicht die genauen Zahlen. Und nun werde ich persönlich und spreche in der Ich-Form. Ich kann dazu nur sagen, den Fünfer und das Weggli von diesem Geschäft zu fordern, wenn man vorher immer Nein zum Geschäft gesagt hat, finde ich etwas unfair. Es wäre völlig daneben, nun eine Gleichstellung bezüglich der finanziellen Abgeltungen zu den Betriebsbeiträgen mit den andern Regionen, die sich dieser Herausforderung gestellt, Regionalkonferenzen gebildet und die Knochenarbeit erledigt haben, zu erhalten. Als Oberländerin, die damals der Vorlage zugestimmt hat, hätte ich nun echt ein schlechtes Gewissen und würde mir den Titel «Rosinenpickerin» lieber nicht anhören wollen. Und nun spreche ich wieder als Fraktionssprecherin: Das Postulat wird in Punkt 1 auch von der BDP abgelehnt.

Zu Punkt 2: Zum Entwicklungsraum Thun (ERT) gehören auch die Gemeinden Spiez, Krattigen und Aeschi, die schon früher in die Region Thun-InnertPort TIP gehört haben und nicht in die Planungsregion Frutigen-Niedersimmental. Es bestehen Bestrebungen, eine kleinere Regionalkonferenz zu bilden. Die ERT-Gemeinde Steffisburg hat anlässlich der ERT Delegiertenversammlung (DV) folgenden Antrag gestellt. Ich zitiere: «Ist Ihre Gemeinde bereit, das Gesuch an den Regierungsrat für die Durchführung einer regionalen Volksabstimmung über die Gründung einer Regionalkonferenz mit dem Perimeter ERT zu unterstützen?» Dieser Antrag wurde so gestellt und an der ERT DV genehmigt. Die Abklärung hat nun aber gezeigt, dass das Vorgehen noch nicht ganz klar ist. Das haben wir Politvertreter aus dem Verwaltungskreis Frutigen-Niedersimmental anlässlich eines Weiterbildungsnachmittags, organisiert durch den Statthalter und Christoph Neuhaus, erfahren. Da auch im Gebiet Seeland-Berner Jura über Grösse und Perimeter noch gewisse Pendenzen vorliegen, wäre die Überweisung eines Postulats auch seitens des Regierungsrats wichtig. Die Forderung in Ziffer 2 als Postulat findet eine bestimmte Anzahl Leute, die zustimmen. Als Motion würde sie abgelehnt. Obschon es jederzeit möglich ist, Gemeindeverbände auch in kleineren Perimetern zu gründen, ist es bei den Regionalkonferenzen tatsächlich noch nicht ganz geklärt. Darum wird die Motion abgelehnt, aber Ziffer 2 als Postulat findet in unserer Fraktion teilweise Zustimmung.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Der Kanton Bern ist mit seinen über 350 Gemeinden sehr kleinräumig strukturiert. Bei gewissen Aufgaben ist es zwingend, dass sie in grösseren, so genannten funktionalen Räumen angegangen und gelöst werden. Deshalb sind auch Planungsregionen und die regionalen Verkehrskonferenzen entstanden. Die Perimeter waren aber meistens unterschiedlich. Deshalb hat man begonnen, Regionalkonferenzen zu bilden und die Perimeter anzugleichen. Eine Regionalkonferenz hat mehr obligatorische Aufgaben als eine Planungsregion. Deshalb ist auch eine unterschiedliche Finanzierung gerechtfertigt. Unsere Regionalkonferenz Bern-Mittelland ist tatsächlich etwas gross. Sie ist nämlich grösser als mancher Kanton in der Schweiz. Die Interessen der angeschlossenen Gemeinden sind häufig unterschiedlich. Es gibt grössere, eher städtische Gemeinden und sehr viele ländliche, kleine Gemeinden. Aber das Unbehagen der kleineren ländlichen Gemeinden bezieht sich nicht nur auf die Aufgaben der Regionalkonferenz. Vielmehr gibt es weitere Aufgaben, die kleinere Gemeinden weniger gut erfüllen können. Ich denke an die Diskussionen über das Kinder- und

Erwachsenenschutzgesetz. Dabei ging es um dasselbe. Dort liegt das eigentliche Problem. Die Vollzugsaufgaben sind eigentlich bei allen Gemeinden genau gleich, ob sie nun gross oder klein sind. Aber viele kleine Gemeinden können ihre Vollzugsaufgaben selber nicht mehr gut erfüllen. Und was wir eigentlich brauchen – und da gehe ich mit Thomas Knutti völlig einig – sind funktionsfähige Gemeinden. Aber das heisst eben auch, funktionsfähige Gemeinden müssen grössere Gemeinden sein, die ihre vielfältigen Aufgaben selber wahrnehmen können und dabei auch einen gewissen Spielraum haben. Dafür müssen sie viel, viel grösser sein.

Ziel im Kanton Bern muss sein, dass es etwa 20 bis 30 grosse funktionsfähige Gemeinden geben wird. In den Gemeinden sind die Behörden demokratisch legitimiert, sie sind nämlich gewählt, und damit sind auch die Gemeindeentscheide demokratisch legitimiert. Das klare Fernziel des Kantons Bern muss sein, dass wir demokratisch gewählte grosse Gemeinden haben, die funktionieren. Aber das ist leider vorerst ein Fernziel, und deshalb braucht es in der Zwischenzeit funktionierende Regionalkonferenzen, die bestimmte, ihnen zugewiesene Aufgaben übernehmen. Die grüne Fraktion lehnt Punkt 1 mit grosser Mehrheit ab, sowohl als Motion wie auch als Postulat. In Punkt 2 könnten einige dem Postulat zustimmen, zwei könnten auch der Motion zustimmen.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Bei dieser Motion handelt es sich um ein Anliegen, das in der vorliegenden Form sicher auch von vielen Gemeinden befürwortet wird. Viele können nicht verstehen, dass es die in Punkt 1 aufgeführte Ungleichbehandlung bei der Finanzierung überhaupt geben kann. Der Regierungsrat sagt in seiner Begründung, dass die Regionalkonferenzen mehr Aufgaben wahrzunehmen hätten. Das ist aber fast nur auf dem Papier so. Auch die andern Planungsregionen, beispielsweise der ERT, nehmen verschiedene Aufgaben wahr, nämlich solche die eben gerade anfallen. Es wird auch nicht verstanden, warum es den Pro-Kopf-Beitrag nur bei den Regionalkonferenzen gibt. Denn dieser Beitrag wäre gerade wichtig, um die Regionen zu stärken und nicht noch zusätzlich zu schwächen. Die SVP hat schon in der Vernehmlassung zu SARZ gefordert, dass keine Ungleichbehandlung der Regionen geschehen darf.

Nun kommen ich zu Punkt 2. Wie bereits erwähnt, wurde die Regionalkonferenz am 13. Juni 2010 von der Bevölkerung im Oberland-West angenommen, aber von einer Mehrheit der Gemeinden abgelehnt. Würde man heute eine solche Abstimmung durchführen, würde sie wahrscheinlich auch von der Bevölkerung abgelehnt. Hier führt der Regierungsrat aus, dass SARZ zusammen mit der verfassungsrechtlichen Grundlage für die Einführung der Regionalkonferenzen 2007 von den Stimmberechtigten in einer kantonalen Volksabstimmung sehr deutlich angenommen wurde und gerade deswegen eine grosse demokratische Legitimation erhalten habe. Werte Anwesende, da müsste man sagen, manchmal wäre man ja wirklich froh, wenn Volksabstimmungen so genau umgesetzt würden und der Volkswille in solch hohem Mass respektiert würde. Doch leider gibt es auch andere Beispiele.

Beim Regierungsrat ist ja die Frage der Grösse der Regionalkonferenzen oder Gemeindeverbände noch pendent. Sollte der Regierungsrat also zum Schluss kommen, dass die Regionalkonferenzen nur in grossem Stil zugelassen werden, müsste man sich dann wahrscheinlich nicht verwundern, wenn im Kanton Bern einige Leute auf die Strasse gehen, Unterschriften sammeln und per Initiative eine Volksabstimmung erwirken würden. Dann wären wahrscheinlich diese Regionalkonferenzen recht schnell vom Tisch. Auch wenn es sich hier nur um eine Richtlinienmotion handelt, ist der Regierungsrat wohl beraten, sich gut zu überlegen, in welche Richtung er gehen will. Die SVP-Fraktion stimmt der Motion in Punkt 1 wie auch dem Postulat in Punkt 1 grossmehrheitlich zu. Punkt 2 unterstützen wir grossmehrheitlich als Postulat.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wenn man für die Abschaffung der Regionalkonferenzen Unterschriften sammeln will, dann viel Spass, Herr Graber. Ich weiss nicht, ob das viele Leute draussen interessiert. Uns interessiert es sicher. In der SP-JUSO-PSA-Fraktion haben wir diesen Vorstoss, der nun ein Postulat ist, diskutiert. Wir folgen hier dem Regierungsrat und sagen nein zu Punkt 1 und ja zu Punkt 2 als Postulat. Wir sind der Ansicht, dass die kantonalen finanziellen Mittel für Regionalkonferenzen und Planungsregionen unterschiedlich ausfallen. Regionen, die in keiner Regionalkonferenz sind, erhalten ja neben den Pro-Kopf-Beiträgen teilweise auch noch Beiträge für erbrachte Leistungen. Die Regionalkonferenzen erbringen diese Leistungen miteinander und haben dadurch auch einen höheren Beitrag. Diese Dinge sind transparent ausgewiesen, man kann sie nachlesen. Dort ist also die Unterscheidung gerechtfertigt.

Beim Perimeter fragt sich, ob man darüber diskutieren soll. Wir sind offen, dass man das prüft, was der Bericht Annoni empfiehlt. In der Region Biel/Bienne-Seeland-Berner Jura muss man darüber diskutieren, wie eben auch die Region Thun Oberland-West überprüft und diskutiert werden soll. Hier sind auch die Gemeinden am Zug.

Grundsätzlich muss man festhalten, dass Regionalkonferenzen – und offenbar sprechen wir hier auch noch etwas grundsätzlicher darüber – grundsätzlich die Zusammenarbeit zwischen Kanton und Gemeinden vereinfachen. Anders als die Motionäre schreiben, bieten sie mehr Mitsprache und haben ein Initiativ- und Referendumsrecht bei den Regionalkonferenzen. Planungsregionen, als zivilrechtliche Vereine, haben das nicht. Die Regionalkonferenzen stärken somit die Gemeindeautonomie, und gerade das ist ja erstaunlich. Wir unterstützen Regionalkonferenzen, aber eigentlich stärken Regionalkonferenzen die Gemeindeautonomie. Sie stärken die kleineren Gemeinden, sodass diese weniger Druck haben zu fusionieren, weil eben die Zusammenarbeit dank der Regionalkonferenz einfacher wird. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt Punkt 1 ab und nimmt Punkt 2 an.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich erlaube mir, genau gleich zu beginnen wie der Motionär. Es gibt Gruppen, die haben vor fünf Jahren eine Abstimmung bekämpft und haben sie abgelehnt, weil sie der Meinung waren, das hätte dann nie Konsequenzen, insbesondere keine finanziellen. Das war wohl nicht ganz zu Ende gedacht. In dieser Art hat der Motionär vorher sein Votum begonnen, und ich habe seine Aussage nun etwas umgemünzt. Von Anfang an war klar, dass es Konsequenzen haben wird, deshalb lehnen wir Ziffer 1 auch als Postulat ab. Im zweiten Punkt sind ja Planungen bereits im Gang. Es gibt in unserem Kanton Regionen, Gegenden oder Talschaften, die sich zwar nur fünf Kilometer voneinander entfernt befinden, geistig aber Welten auseinander liegen. Da muss man vielleicht ein bisschen überdenken, welche Regionen wirklich in einem funktionalen Raum zusammenpassen und sinnvoll miteinander arbeiten können. Wir begrüßen, wenn das noch etwas besser überlegt wird. In diesem Punkt hätten wir sogar eine Motion angenommen, einfach um gegenüber der Regierung ein scharfes Zeichen zu setzen. Wir werden aber selbstverständlich in diesem Punkt auch ein Postulat annehmen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Ich beginne mit Ziffer 2. Die FDP-Fraktion unterstützt die Forderung, Regionalkonferenzen oder Planungsverbände auch in geänderten Perimetern einzuführen oder zu betreiben. Der Handlungsbedarf ist für die Fraktion mehr als nur erwiesen. Beispiele wurden schon genannt: Biel-Seeland-Berner Jura, Thun Oberland-West und die Regionalkonferenz Bern-Mittelland, wo man ja teilweise auch kritische Stimmen betreffend den Perimeter und auch des Konstrukts hört. Vielleicht kann man es so zusammenfassen: Wer A sagt zu den Perimetern, muss vielleicht nicht unbedingt B sagen. Er kann dann auch irgendwann erkennen, dass A eben falsch war. Darum verstehen wir das implizit als Signal zuhänden der anstehenden Überprüfung von SARZ und dieser Instrumente. Diesen Punkt hätten wir auch als Motion überwiesen und tun das selbstverständlich auch beim Postulat.

Geteilter Meinung ist die Fraktion bei Punkt 1 des Vorstosses, der Planungsfinanzierungsverordnung. Die Mehrheit der Fraktion begrüsst, explizit aus politischen Überlegungen, die finanzielle Privilegierung der Regionalkonferenzen gegenüber den Planungsverbänden. Die Regionalkonferenzen als öffentlich-rechtliche Körperschaften sind durch die SARZ-Vorlage 2007 und die regionalen Volksabstimmungen, die ja ein Gemeinde- und ein Bevölkerungsmehr verlangen, doppelt demokratisch legitimiert. Die Einführung und dann auch der Betrieb sollen sich nach Ansicht der Fraktionsmehrheit für Regionalkonferenzen auch finanziell lohnen. Begründete Mehraufwendungen sieht die Mehrheit der Fraktion vor allem in drei Bereichen: Eine Regionalkonferenz muss im Vergleich zu einem Planungsverband eine komplexere Rechnungsführung machen. HRM2 ist anzuwenden. Das habe ich beispielsweise bei meinem Verein nicht. Dort reicht eine einfachere Rechnungslegung. Eine Regionalkonferenz ergibt potenzielle Mehrkosten bei der Umsetzung des Initiativ- und Referendumsrechts, das der Regionalkonferenz vorbehalten ist. Letztlich könnten Mehrkosten beim Durchsetzen der regionalen Überbauungsordnung entstehen. Das sind drei Bereiche, aus denen man finanzielle Mehraufwendungen ableiten kann. Die Regionalkonferenzen garantieren letztlich öffentlich-rechtliche Verbindlichkeiten. Deswegen sind sie nach Ansicht der Mehrheit auch finanziell zu stärken.

Eine Minderheit der Fraktion spricht sich demgegenüber für die finanzielle Gleichbehandlung der Regionalkonferenzen und der Regionen aus. Dies aus einem einfachen Hauptgrund: Die

Hauptaufgaben der Regionalkonferenzen und der Planungsverbände sind heute absolut deckungsgleich. Regionales Verkehrs- und Siedlungskonzept, regionales Angebotskonzept, führen einer Energieberatung, Geschäftsstellen für die neue Regionalpolitik und für die Standortförderung. Das alles ist genau gleich. Spezialfall ist die Kultur. Dort sind Planungsverbandsgebiete gehalten, einen Gemeindeverband zu schaffen. Das haben wir beispielsweise im Oberaargau gemacht. Die gesetzlichen Grundlagen, wie Baugesetz, Gesetz für öffentlichen Verkehr, Energiegesetz, Standortförderungsvorschriften und Kulturförderungsgesetz machen heute keinen Unterschied mehr zwischen öffentlich-rechtlichen und privat-rechtlichen Organisationen. Das Paradebeispiel ist die Federführung beim Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept (RGSK). Bei der ersten Ausarbeitung konnten die Regionalkonferenzen das in eigener Verantwortung machen und die Planungsverbände unter der Federführung des Kantons. Bei der zweiten Ausgabe ist dieser Unterschied nun weggefallen. Dies geschah zu Recht, denn bei der ersten Ausgabe hat der Kanton bei den Planungsverbänden sein RGSK federführend erarbeitet, hat es dann selber vorgeprüft und auch noch selber genehmigt. Das kann es ja nicht sein! Dieses Beispiel zeigt gut, wie sich diese Konstrukte angenähert haben.

Die letzte Minute meiner Zeit hier am Rednerpult nutze ich noch für eine persönliche Bemerkung. Nun bin ich nicht mehr Fraktionssprecher, sondern Grossrat und wie gesagt Geschäftsführer der Region Oberaargau. In der Begründung des Regierungsrats steht, dass die Regionalkonferenzen weitere vorgesehene Aufgaben zu erfüllen haben. Ich habe jetzt gerade dargelegt, was wir als Region machen und was die Regionalkonferenzen machen. Ich sehe die Unterschiede einfach nicht, Herr Regierungsrat. Wenn man mir diese noch erläutern kann, dann lerne ich gerne etwas dazu. Sie existieren nämlich nicht mehr. Zum zweiten Punkt noch eine Replik auf eine Aussage von Grossrat Wüthrich. Du hast gesagt, die Regionalkonferenzen müssen ihre Projekte einfach aus ihren Mitteln finanzieren, aus dem Gesamten. Das stimmt so nicht. Ich nehme ein Beispiel, das du bestens kennst, das regionale Angebotskonzept: Auch da werden die Regionalkonferenzen unterstützt, nämlich mit 75 Prozent wie wir auch. Es gibt also auch für Regionalkonferenzen noch Objektbeiträge. Wie gesagt, lehnt die FDP Punkt 1 mehrheitlich ab und überweist Punkt 2.

Le président. Wir kommen nun zu den Einzelvoten. Wir haben drei Sprecher. Kommen Sie doch bitte gleich nach vorne, damit wir nachher die Debatte flüssig beenden können. Zuerst Herr Grossrat Freudiger.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Ich erlaube mir als Mitmotionär kurz Stellung zu nehmen. Zuerst zu Punkt 2: Ich bin froh zu hören, dass er hier eine Mehrheit findet. Einfach noch zur Erinnerung: Wir haben im Januar die Regierungsrichtlinien beraten. Dort gab es eine Planungserklärung Augstburger/Rufener. Zitat: «Zur Stärkung der regionalen und gesamtkantonalen Leistungsfähigkeit sowie der Zusammenarbeit zwischen Stadt und Land ist eine Strategie zu entwickeln, wie die regionale Zusammenarbeit im Kanton Bern zukünftig zu gestalten ist. Dabei sind insbesondere die Entwicklungschancen der einzelnen Regionen und ihrer Zentren aufzuzeigen sowie die Punkte Regionen ohne Regionalkonferenz sowie Kompetenzen, Aufgabenbereiche [...]» Und nun kommt das Wichtige: «[...] Grösse und Struktur der Regionalkonferenzen vertieft zu behandeln.» Es wäre also höchst widersprüchlich, wenn der Grosse Rat, der damals diese Planungserklärung mit 125 Ja- gegen 14 Neinstimmen verabschiedete, nun plötzlich gegenüber seiner eigenen Aussage zurückkrebsen würde. Alles andere als ein Ja wäre hier also schwer verständlich.

Nun komme ich zu Punkt 1 betreffend die Gleichbehandlung: Ich bin schon etwas enttäuscht über gewisse Vorredner. Ich komme aus einer Region ohne Regionalkonferenz und habe mitanhören müssen, wie man die Planungsregionen schlecht gemacht hat. Deshalb war ich sehr froh, dass Stefan Costa vorhin am Rednerpult gestanden hat. Er ist Geschäftsführer der Region Oberaargau und hat hier als Fachmann klarstellen können, dass Regionalkonferenzen und Planungsregionen heute etwa dasselbe machen. Beide machen RGSK, beide haben dort zu ein paar Themen die Führerschaft und die Region Oberaargau macht auch Energieberatung. Weil die Region Oberaargau ein Verein ist und damit eine flexiblere Rechtsform hat, können dort auch Gemeinden ausserhalb der Region Mitglieder sein, zum Beispiel eine andere Gemeinde aus einem fremden Kanton. Die überregionale Zusammenarbeit auf ganz einfache, unbürokratische Art und Weise ist in einer Regionalkonferenz nicht möglich, weil diese eine starrere öffentlich-rechtliche Struktur hat. In der Region Oberaargau ist der Wirtschaftsverband Oberaargau WVO-Mitglied. So kann die Nähe von Politik und Wirtschaft und die Zusammenarbeit zwischen ihnen auch hier auf sehr direkte,

unbürokratische Art und Weise gelebt werden. Man könnte sich also fragen, ob eine Planungsregion hier nicht sogar mehr Leistung erbringt als eine Regionalkonferenz.

Nun komme ich zum Schluss: Man hat in allen Gesetzen, zum Beispiel auch im Baugesetz, welches das RGSK erwähnt, immer die Variante Region mit und Region ohne Regionalkonferenz. Der kantonale Gesetzgeber will somit eine Gleichbehandlung zwischen Regionalkonferenzen und Planungsregionen haben. Dann kann es sicher nicht Ziel dieser Planungsfinanzierungsverordnung sein, hier Anreize für eine Regionalkonferenz zu schaffen. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Danke, ich bin beim Schlusssatz. (*Hilarité.*) Wir sind für Gleichbehandlung und darum auch für Punkt 1.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Manchmal ist ja die Frage, ob Regionalkonferenz oder nicht, beinahe eine Glaubensfrage. Für mich handelt es sich eher um ein praktisches Problem. Bei uns in Thun habe ich als Stadtpräsident mit verschiedenen Perimetern zu tun: einen für die Kultur, einen anderen für den Verkehr, nämlich die regionale Verkehrskonferenz, und noch einen anderen in der Planungsregion. Das ist einfach nicht sehr effizient. Ich ginge lieber nur an eine Sitzung als an drei, und ich habe das Gefühl, wenn wir uns effizient organisieren könnten, dann sollte es keine Rolle spielen, ob wir eine Regionalkonferenz sind oder ein Verein, wie beispielsweise die Region Oberaargau. Wenn der Kanton Leistungen ausrichtet, sollte er alle gleichbehandeln, und wenn alle gleich effizient sind, vielleicht mit unterschiedlichen Namensgebungen und rechtlichen Grundlagen, dann sollte er auch alle gleichbehandeln. In diesem Sinn kann ich Ziffer 1 als Postulat zustimmen. Auch Ziffer 2 kann ich zustimmen. Als Vertreter einer Zentrumsgemeinde ist mir kein einziger Fall bekannt, wo wir als Zentrumsgemeinde oder als Agglomeration unsere Stimmkraft genutzt hätten, um die Landgemeinden zu überstimmen. In der Praxis ist das bei uns kein Problem. Da spricht man miteinander und findet gemeinsam eine Lösung. Das sollte auch künftig möglich sein. Demnach ist auch Punkt 2 zu befürworten.

Le président. Wir schliessen die Liste der Einzelvotanten mit Grossrat von Känel ab.

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Vieles wurde bereits erwähnt. Als Präsident der Bergregion Obersimmental-Saanenland muss ich zu Punkt 1 ganz klar sagen, dass es wichtig ist, alle Regionen gleich zu behandeln. Wie Herr Costa bereits sagte, machen wir in unserem Gebiet die Energieberatung, die Regionalpolitik und die regionale Kulturförderung, weil der Gemeindeverband immer Kulturförderung im Obersimmental-Saanenland wünscht. Deswegen sind wir ganz klar der Meinung, dass wir auch gleichbehandelt werden und ganz klar den Pro-Kopf-Beitrag erhalten sollen.

Nun komme ich zum zweiten Punkt. Wir haben nichts gegen die Stadt. Mit Raphael Lanz und Marianne Dumermuth hatten wir intensive Gespräche. Aber wir haben einfach ganz klar das Gefühl, mit 55 Gemeinden sei die Region viel zu gross. Sie ist zu wenig effizient. Die Bergregion Obersimmental-Saanenland hat eine intensive, gute Zusammenarbeit mit dem Kandertal. Wir haben denselben Geschäftsführer und arbeiten intensiv zusammen. Deswegen sollten wir die Regionalkonferenzen verkleinern. In unserem Gebiet sind wir natürlich klar touristisch gefordert, und die Wirtschaft ist natürlich der andere Bereich. Deswegen ist diese Trennung wichtig, damit wir uns eben auf die Punkte konzentrieren können, die uns wirklich wichtig sind. Deswegen hoffen wir, dass Sie uns bei diesen beiden Postulaten unterstützen.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Similis Similor, man soll Gleiches Gleichem gegenüberstellen. Das macht der Motionär leider nicht. Er hat aber vom Geschäftsführer der Region Oberaargau, Grossrat Costa, Unterstützung erhalten. Er hat dort Recht, wo er Planungsarbeiten vergleicht. Dort werden Regionen und Regionalkonferenzen gleichbehandelt. Bei der Kultur besteht hingegen eine Differenz. Bei den Regionalkonferenzen ist sie integriert und er hat mir vorher gerade gesagt, dass ein Gemeindeverband 8 Rappen mehr erhalte. Grossrat Lanz hat das Grundproblem beschrieben, nämlich dass man mehrere Organisationen für dasselbe benötigt und als Gemeindevertreter nach Magglingen gehen muss, um zu lernen, welche Organisation wofür zuständig ist.

Ich will das Ganze aber nicht ins Lächerliche ziehen, sondern komme zum Thema zurück, nämlich zur Erosion der Gemeindeautonomie. Sie ist keine Erfindung unserer Zeit und auch nicht ein Problem unserer Regionalkonferenzen. Sie ist vielmehr dem Umstand zuzuschreiben, dass von unseren aktuell 356 Gemeinden – nach dem neuen Jahr sind es dann noch höchstens 354 – einige

wirklich an ihre Grenzen stossen und ihre Aufgaben nur noch knapp bewältigen können, weil die Welt komplizierter geworden ist. Man sieht manchmal beim Vorbereiten von Arbeiten an den Regionalkonferenzen, dass die eine oder andere Gemeinde froh ist, wenn man ihr hilft. Es wird immer wieder gesagt, dass Gemeinden durch eine Regionalkonferenz geschwächt werden. Doch das stimmt nicht. Vielmehr stärken und vor allem erhalten Regionalkonferenzen die Gemeinden. Ich sage Ihnen hier ganz klar, dass es ohne Regionalkonferenzen 50 bis 100 Gemeinden weniger geben würde. Dann gäbe es eine Welle von Fusionen oder das aufwendige Realisieren von Gemeindeverbänden, in die man Delegierte schickt, die über Hunderttausende und Millionen von Franken entscheiden können. Aber man hat lieber einen entsprechenden Gemeindeverband, wohin man jemanden delegiert, dem der Gemeinderat Weisung erteilen kann, und dann hört man nie mehr etwas davon. Man will dort eben weniger Demokratie statt mehr. Ich möchte angesichts der fortgeschrittenen Stunde nicht viel länger werden und fasse daher zusammen: Lehnen Sie bitte Punkt 1 ab, denn die Privilegierung der Regionalkonferenzen gegenüber den Planungsregionen ist gerechtfertigt. Punkt 2 kann man im Rahmen der Evaluation SARZ genauer betrachten. Darum empfiehlt Ihnen der Regierungsrat, diesen als Postulat anzunehmen. Und ganz definitiv zum Schluss: Ich wünsche Ihnen einen schönen Sommer!

Le président. Grossrat Knutti als Urheber der Motion verzichtet auf ein zweites Votum. Kann über beide Punkte nun als Postulat abgestimmt werden? – Sie sind einverstanden. Gut, ich lasse über jede Ziffer einzeln abstimmen. Wer Ziffer 1 als Postulat überweisen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui 61

Non 77

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 1 als abgelehnt. Wer Ziffer 2 als Postulat überweisen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 130

Non 3

Abstentions 4

Le président. Sie haben Ziffer 2 als Postulat überwiesen. Damit ist Traktandum 83 bereinigt.